



éducation. Des représentants syndicaux dénoncent la dégradation des conditions d'exercice

« L'État bafoue le droit à l'éducation pour tous ! »

« **ON NOUS** a exposé une fois de plus que tout va bien, que nous sommes dans un département déficitaire en effectifs mais surdoté. Sauf qu'en réalité, ce n'est pas le cas ! » Ce mercredi, au lendemain d'une réunion du comité technique spécial départemental (CTSD), le syndicat Sud Éducation Manche pose un bilan de rentrée... Et il n'est pas à la hauteur des attentes.

Le personnel manque

« Le grand défi du ministre de l'Éducation est cette année « une classe = un enseignant », on était censé prendre un nouveau virage, mais ce n'est pas le cas. La politique menée est la même qu'avant, avec un déficit de personnel, un manque de remplaçants et une dégradation des conditions de travail. Tous les jours, des classes sont sans remplaçant », précisent Florence Desramé, Antonio Gomes et Alix Ducamp, pour Sud Éducation Manche, « et ça ne va pas s'arranger avec l'hiver... »

Les représentants d'enseignants dénoncent une situation difficilement tenable, à laquelle l'appel aux contractuels n'est pas la réponse. Dans la Manche, 22 ont été recrutés, huit sont sur liste complémentaire, et « l'administration a du mal à recruter ». Cette méthode est de toute façon « une forme de mépris » : « Le signe qu'on donne c'est que n'importe qui peut faire classe... On n'est pas une garderie ! Il y a un programme et un apprentissage à transmettre ! »

« Le ministre doit reconnaître que les moyens alloués sont insuffisants. [...] Au dernier budget de l'Éducation nationale, celui pour l'enseignement privé augmente plus que celui pour le public, de 10 % en plus. On se demande si ce n'est pas un plan concerté de casse du service public ? »

À l'appui du témoignage de parents et de personnels AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), les représentants syndicaux évoquent aussi l'hypocrisie du dispositif « école inclusive », où l'humain a été oublié au profit d'une gestion comptable

et sans anticipation. « Ce n'est qu'une politique d'affichage, où on fait semblant alors que ça craque et que ça prend l'eau de partout ! »

« Un plan concerté de casse du service public ? »

Dans la Manche, il n'y a que cinq enseignants pour accompagner les élèves allophones, 825 AESH pour 1 598 notifications dont 1 477 élèves accompagnés (elles étaient 676 pour 1 196 élèves en 2019). Soit 121 enfants sans accompagnement. Et quand l'accompagnement est là, ce n'est pas sans problème, faute de personnel. Il n'est pas rare pour les AESH de devoir se partager entre plusieurs enfants, plusieurs classes, plusieurs établissements, avec des frais à leur charge, un salaire moyen de moins de 800 euros nets et des contrats variés. « L'immense majorité des AESH vit en dessous du seuil de pauvreté », souligne Sud Éducation.

« L'État bafoue le droit à l'éducation pour tous ! », fulminent les représentants du syndicat dans la Manche, qui ne veulent plus de cette « situation culpabilisante », dans un contexte où se vit mal aussi « une réforme de destruction des lycées professionnels » et « une maltraitance institutionnelle décomplexée ».

G. L.



Les griefs contre les choix politiques pour l'Éducation nationale sont nombreux.